

Deux mille huit : année zéro !

Loin de moi l'idée qu'on ne doit rien réformer. Plus loin encore l'approche maximaliste et vraisemblablement suicidaire qui consiste à imposer d'une main le maintien en l'état de tous les fonctionnements et structures acquis tandis qu'on réclame de l'autre des moyens, toujours des moyens, encore des moyens... Soyons sérieux, l'absence d'évolution c'est la sclérose assurée dans un monde qui bouge ; la dépense sans évaluation ni réflexion c'est la gabegie inconséquente pour des effets incertains. Au contraire et sans aucun doute, il faut s'interroger sur le déploiement des moyens, analyser les situations, opérer les réajustements nécessaires. Pragmatisme, donc ; explication et négociation ; évolutions réfléchies ; évaluation sérieuse des effets de l'action rénovatrice, voilà ce dont l'école a besoin. Et les IEN, cadres de proximité, participent avec dynamisme à la mise en place des réformes, chacun le sait bien, à commencer par Monsieur le Ministre qui reconnaît notre travail et l'utilité de notre action. Mais cette position loyale vis à vis de l'institution n'implique pas nécessairement ignorance des réalités, aveuglement face à l'état réel de l'école, silence absolu lorsque le service rendu au public semble mis en péril.

Car les réformes actuelles et l'état d'esprit dans lequel elles sont conduites, peuvent inquiéter. Sommes-nous dans le pragmatique ? Dans l'idéologique ? Dans l'économique ??? Tout ça à la fois si on y regarde bien : l'obsession est économique, l'arrière plan idéologique est fort, la démarche se veut pragmatique. Un joli méli-mélo adroitement concocté pour faire de cette année 2008 à peine achevée une année particulière...

En effet, chers amis, qu'on le veuille ou non, l'année 2008 restera pour longtemps « l'année zéro » s'agissant de l'école primaire française ! Je vois vos regards interrogateurs, vos sourcils arqués, vos airs dubitatifs... Et pourtant c'est bien de cela qu'il s'agit : cette année restera marquée par la volonté de « re-fondation » d'un ministre entreprenant (ambitieux ?) qui, à la hussarde et avec une habileté incontestable, réforme à un rythme effréné sans trop se soucier des effets à long terme. Mais qu'est-ce qui fait courir Monsieur le Ministre ???

Bien entendu, il y a l'affichage, les intentions annoncées : volonté d'améliorer les résultats des élèves en tournant résolument le dos aux errements du pédagogisme, volonté de revenir aux fondamentaux, volonté de réduire les poches de difficulté scolaire, volonté de diminuer les coûts... Ce dernier point est sans doute crucial et le plus vrai de toutes les vérités déclarées. Réduire les coûts, faire mieux avec moins, dégraisser le mammoth. Entendez réduire le nombre de postes, ramener devant les élèves les profs qui n'y sont pas, diminuer le temps d'école (le temps c'est de l'argent), sabrer les RASED¹ et faire gérer les difficultés avec les moyens du bord. Monsieur le Ministre veut réussir là où tant d'autres ont échoué, il veut devenir à tout jamais le grand réformateur de l'impossible et pour cela il faut de la détermination, de l'habileté et surtout un argumentaire bien huilé, imparable, qui impose d'évidence les réformes visées.

Acte 1 – état des lieux et nouveaux programmes

Pour Monsieur le Ministre le constat s'impose d'évidence et ne souffre aucune contestation. Les résultats sont insuffisants voire faibles (par rapport aux autres pays du même type) bien que le temps d'école soit l'un des plus conséquents et malgré des coûts de fonctionnement parmi les plus élevés. Autant parler d'une machine à (très) faible rendement.

Premiers visés dans l'affaire (et premier chantier par conséquent) les programmes. On ne peut en effet ni continuer comme ça, ni poursuivre sans définir avec précision d'une part ce que les élèves doivent apprendre, d'autre part le contrat établi entre l'institution, les enseignants et les usagers. Il faut réformer les programmes de toute urgence ; rompre solennellement avec les désastreux programmes de 2002 dont les effets s'avèrent si catastrophiques !! Excusez moi mais quels sont les élèves ayant durablement fréquenté les programmes de 2002 dont on peut constater aujourd'hui l'échec patent ?? Imaginons un enfant de CE2 à la rentrée 2002/2003 ; qui arrive par conséquent en 6^{ème} en septembre 2005. Ce dernier vient de débiter sa troisième à la dernière rentrée... Que peut-on dire de sa réussite

¹ Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficultés.

au DNB ? De son parcours secondaire ? De sa réussite au bac et de sa poursuite d'études ? Pas grand chose évidemment. Car nous avons manqué de temps, de recul, d'outils pour mesurer les effets de programmes ambitieux qui pouvaient sans doute produire quelques effets à plus long terme. Je reste étonné pour ma part qu'aucun média n'ait pris le temps de contester ce point clé dans l'argumentaire du ministre... Mais il va si vite ! Et avec tellement de détermination. Quant aux nouveaux programmes, ils sont sans surprise : resserrés sur les fondamentaux, libéraux au plan pédagogique, soucieux des résultats plus que des méthodes. Là, c'est l'idéologie qui l'emporte : le simple avant le complexe, la répétition des leçons dûment apprises, la récitation et la rédaction qui fleurent bon l'école d'antan. A quoi bon faire preuve de créativité et d'ambition quand le bon peuple conservateur n'attend que la restauration de l'école d'autrefois.

Acte 2 – le temps scolaire

Une fois les programmes réécrits et recentrés, on peut s'attaquer au second chantier pour imposer une réforme qui, elle aussi, coule de source... Les élèves du primaire français ayant plus d'heures de classe chaque année que leurs camarades d'autres pays mieux classés dans les enquêtes internationales, on peut sans gêne (apparente) réduire la durée de la semaine scolaire. Exit le samedi : 24 heures pour tous, c'est possible avec les nouveaux programmes récemment promulgués. Sauf que, des jours de classe, nous en avons plutôt moins que ces pays mieux placés qui atteignent un nombre d'heures relativement limité (au total sur l'année) parce qu'ils ont des journées plus courtes (et donc des temps d'apprentissage plus fréquents et plus efficaces). En tout cas, ce n'est peut être pas aussi simple qu'un rapide calcul annualisé... Mais qu'importe, le coup était parti et malgré les objections de voix faisant autorité (comme celle d'Antoine Prost dans *Le Monde*) Monsieur le Ministre réduisait bel et bien le temps scolaire de façon conséquente, sans réorganiser en profondeur la semaine scolaire, éternel point noir du système scolaire français. On pourra m'objecter qu'il n'interdit pas les cours du mercredi matin et donc les journées plus courtes ; c'est vrai, mais il laisse les élus locaux régler cette question, dans une France où 50% des écoles comptent moins de trois classes². Dans un pays qui conserve plusieurs milliers de communes, certaines très petites, attachées à leur école, très occupées par des problèmes de transports et de locaux. Ces dernières ne prendront que rarement le risque d'une réflexion sur le « temps de l'enfant » ; ce sera du quatre jours avec des journées trop chargées. Mais de cela, le Ministre s'en soucie peu : que les maires se débrouillent !

Acte 3 – les aides personnalisées

Journées chargées, disions-nous... Particulièrement avec la nouvelle organisation voulue par Monsieur le Ministre qui a trouvé le moyen d'aider les élèves les moins en réussite, sans moyens supplémentaires. En effet, la durée de service des enseignants restant inchangée, ces derniers devront consacrer du temps chaque semaine (60 heures année) à des élèves bénéficiant « d'heures supplémentaires » en petits groupes (2 heures maxi par élève et par semaine).

Dans les écoles – très nombreuses – qui fonctionnent sur quatre jours, ces aides sont plutôt organisées le soir après la classe, voire pendant la pause de midi. Et c'est sans doute là que la bonne intention (le soutien en petit groupe) amène le diable dans son bagage : la journée à rallonge. Car pour les maîtres comme pour les élèves, c'est compliqué de courir après le temps du lundi au vendredi. Courir pour assurer les programmes sur 24 heures ; courir pour reprendre la classe après la classe ; courir pour rencontrer les collègues, les parents, les partenaires. On se fatigue, on s'énerve... surtout lorsqu'on entend dire que ce merveilleux système permet de résoudre tous les problèmes, de rattraper tous les retards ; surtout lorsqu'on comprend que Monsieur le Ministre a bien l'intention de se passer des services des RASED.

² Source *Livre vert sur l'évolution du métier d'enseignant*, janvier 2008.

Acte 4 – le temps de la cueillette

Et nous sommes presque à la boucle de la boucle, là où tout se noue (ou se dénoue). N'oublions pas l'équation de départ : trop de temps, de moyens, d'ambitions pour un piètre résultat au bout du compte. Donc réduction de l'horaire, réorganisation du temps, resserrement des programmes... et récupération de postes. Sont visés dans l'affaire – outre les départs à la retraite non remplacés – certains emplois mis à disposition des associations amies de l'école, des moyens dévolus à l'action culturelle (services éducatifs), certains postes spécialisés E et G qui composent les RASED. S'agissant de ces derniers, il est bien question en effet de récupérer des emplois puisque les personnels concernés seront affectés dans des classes ordinaires « fléchées ». Leur rôle de conseil et d'accompagnement pour la prise en charge de la difficulté scolaire sera donc très restreint – faute de disponibilité – et ils n'assureront plus du tout les prises en charge spécialisées qui font actuellement leur spécificité.

Ici Monsieur le Ministre joue une partie serrée et peut être bien risquée sachant que la manœuvre n'a échappé à personne. Utiliser la mise en place des deux heures d'aides non spécialisées – efficaces pour résoudre des difficultés ponctuelles – pour réduire considérablement les interventions spécifiques des RASED – nécessaires pour réduire les difficultés durables et installées – c'est faire preuve d'une méconnaissance des réalités et des ressentis « du terrain » qu'on a peine à mesurer. Car les enseignants des classes ordinaires ne sont pas idiots. Ils ont bien compris que la mort annoncée des RASED les laisse seuls, en rase campagne, face à la difficulté scolaire. Ceci dans un temps où les effectifs par classe ont tendance à augmenter et dans une période où la paupérisation attise les tensions au sein des établissements.

Certains fruits tomberont donc, assez facilement sans doute ; d'autres seront plus difficiles à décrocher compte tenu de la position qu'ils occupent dans des jeux de forces et d'équilibres complexes : qui trop embrasse mal étreint.

Epilogue

2008, année zéro, c'est ainsi que Monsieur le Ministre l'a voulu. Une sorte de jalon appliqué à l'école primaire française : il y aura désormais un avant et un après 2008. C'est à une re-fondation que nous assistons. Nouveaux programmes, nouveaux aménagements du temps scolaire, nouvelle organisation des aides aux élèves en difficultés, nouvelle répartition des personnels... En fait et si l'on veut prendre les choses autrement : programmes édulcorés, réduction du temps de classe pour tous, réduction des interventions spécialisées, réduction des personnels enseignants. Année zéro.

Ce que tout cela produira, ce que seront les fruits de cette nouvelle culture ?? Bien malin qui peut le dire précisément à l'heure où nous parlons. Nous verrons évidemment à l'usage et dans la durée les effets de ces réformes de fond. A court terme, par contre, on n'en saura rien puisque Monsieur le Ministre construit de nouveaux thermomètres pour mesurer les nouveaux progrès dans la nouvelle école. Il ne faut donc pas espérer confronter les performances d'aujourd'hui à celles d'hier... Tout a changé... Pour de meilleurs résultats dont on ne saura pas s'ils sont meilleurs. A la date fatidique de l'an zéro, on reconstruit tous les repères.

Mais le tour de passe-passe est-il vraiment réussi ? Cet épilogue en est-il vraiment un ? Car j'entends qu'on s'agite, menace et défile. On gèle les aides, on défend les RASED, on demande à Monsieur le Ministre de retirer son projet (sur les RASED précisément). Qui peut prédire les événements auxquels nous assisterons au cours de l'an 1 (2009 pour les gens ordinaires) ?